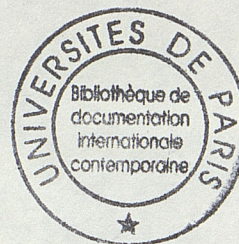


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél: 874 39 38.



Informations du Guatemala

2^e année / N° 85

du 10 au 16 août 1984

POLITIQUE

20 millions de dollars pour le Guatemala
Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis est arrivé
L'Assemblée constituante et Belize
Les partis politiques recherchent l'appui des militaires

CONTRE-INSURRECTION

Taiwan aide la contre-insurrection
L'armée réalise des "opérations psychologiques"

INSURRECTION

ORPA : Echec d'une offensive contre-insurrectionnelle dans l'Ouest
Affrontement dans le Huehuetenango
Information de l'armée

DROITS DE L'HOMME

Le rapporteur spécial de l'ONU : les assassinats continuent
Intervention de personnalités allemandes
64 étudiants enlevés
Des syndicalistes exigent l'arrêt de la répression

SITUATION SOCIALE

Corruption et trafic de drogue
Les travailleurs de Coca-Cola en situation précaire

POLITIQUE

20 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE GUATEMALA

Fernando Andrade Duran, ministre des Relations Extérieures, a fait savoir le 14 août que le Congrès nord-américain venait d'approuver un prêt de 20 millions de dollars destinés au Guatemala, à titre d'aide économique.

Andrade a exprimé la satisfaction du gouvernement de ce qu'il qualifie de "marque de bonne volonté des Etats-Unis". Les 20 millions de dollars seront affectés à des "programmes de développement", dont il n'a pas spécifié la nature.

LE NOUVEL AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS ARRIVE

Alberto Martinez Piedra, nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, a déclaré lors de son arrivée (le 10 août) que son principal objectif était le resserrement des liens entre Washington et le gouvernement guatémaltèque.

Martinez Piedra, d'origine cubaine, a assuré le gouvernement du général Mejia de l'appui de l'administration Reagan. Il a reconnu que, par le passé, les relations entre les deux pays "ont été perturbées par des problèmes divers, indignes de deux pays voisins, partageant des valeurs communes".

En 1977, le gouvernement nord-américain, alors présidé par James Carter, avait suspendu l'assistance militaire en raison des excès commis par le gouvernement guatémaltèque dans le domaine des droits de l'homme.

L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE ET BELIZE

L'Assemblée Constituante n'a pas la faculté de reconnaître l'indépendance de Belize, a déclaré le 12 août le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade, se référant à un éventuel établissement d'une norme constitutionnelle à ce propos.

Selon le ministre, seul le chef de l'Etat a le pouvoir de décision en la matière. L'actuel gouvernement maintient ses revendications sur le territoire de Belize, qui a acquis son indépendance en 1981.

Des députés maintiennent que seule la Constituante a la souveraineté nécessaire pour légiférer sur la question.

LES PARTIS POLITIQUES RECHERCHENT L'APPUI DES MILITAIRES

Les partis politiques se rapprochent des militaires "pour obtenir la bénédiction qui leur permettrait d'être en bonne position lors des prochaines élections présidentielles", a déclaré le 9 août le colonel Francisco Luis Gordillo Martinez, membre de la junte militaire qui renversa le général Lucas Garcia en 1982.

Gordillo Martinez est le dirigeant du groupe politique Mouvement pour la Conciliation ("Movimiento emergente de Concordia"), qui n'a pas obtenu de sièges à l'Assemblée Constituante. Gordillo Martinez rappelle que "les candidatures pour les présidentielles sont, jusqu'à présent, toujours sorties du ministère de la Défense".

CONTRE-INSURRECTION

TAIWAN AIDE LA CONTRE-INSURRECTION

Le gouvernement de Taiwan est l'un des meilleurs alliés de l'armée et du gouvernement guatémaltèques ; durant ces 7 dernières années, il a fourni une importante aide militaire et économique, ont fait savoir le 10 août des représentants des deux pays.

"Nous pensons qu'il faut aider ceux qui veulent résister au communisme", a affirmé I Chen Loh, ambassadeur de la Chine insulaire dans le pays.

Fin avril, les gouvernements de Taiwan et du Guatemala ont signé des accords. Taiwan s'est engagé à collaborer avec l'armée guatémaltèque (entraînement des officiers et conseillers militaires) pour améliorer l'image de marque de l'armée et du gouvernement.

"Les militaires de Taiwan sont des spécialistes de la guerre psychologique, et il faudra profiter de leur expérience", a déclaré le général Rodolfo Lobos Zamora, sous-chef de l'Etat du Guatemala.

L'ARMEE REALISE DES "OPERATIONS PSYCHOLOGIQUES"

Selon une déclaration, le 12 août, du colonel Jaime Hernandez, chef de la base militaire "Guardia de Honor" de la capitale, l'armée mène des opérations psychologiques envers la population adverse. Le colonel prêtait serment devant environ 3.000 patrouilleurs civils dans la municipalité de Villanueva, à 16 kms de la capitale.

Les habitants de la localité maintiennent que l'armée les a obligés à entrer dans ces organisations paramilitaires. Ils rappellent avoir demandé au chef de l'Etat, le 20 juillet, "la suppression de l'organisation des patrouilles civiles" dans leur localité, après que des soldats aient emmené de force 33 habitants dans un détachement militaire.

INSURRECTION

ORPA : ECHEC D'UNE OFFENSIVE CONTRE-INSURRECTIONNELLE DANS L'OUEST

Selon un communiqué (daté du 16 août) de l'ORPA, Organisation du Peuple en Armes, membre de l'URNG, Unité Révolutionnaire Guatémaltèque, l'une des plus importantes offensives lancées par l'armée ces dernières années contre les insurgés a été tenue en échec dans l'Ouest du pays.

L'offensive a été menée du 20 juillet au 12 août près de la frontière avec le Mexique. De source militaire, on a mobilisé 8.000 soldats des troupes d'élite (kaibiles et parachutistes) et 1.000 patrouilleurs civils. On a également fait appel à la Force Aérienne et à l'artillerie.

Selon l'ORPA, les 7 opérations militaires se sont soldées par 122 pertes (morts et blessés) du côté officiel et par 8 pertes dans ses rangs. Elle récuse la version de l'armée, selon laquelle elle aurait perdu 20 hommes au cours des combats ; l'armée tenterait ainsi de dissimuler le succès des insurgés.

L'ORPA accuse l'armée d'avoir effectué, le 7 août, des bombardements indiscriminés contre la population de San Pablo, dans le département de San Marcos, et

d'avoir assassiné 16 paysans le 4 août dans le village de Baranca de Galvez, en signe de représailles après une embuscade des insurgés.

Enfin l'ORPA signale s'être appropriée 21 fusils des patrouilles civiles, sans affrontement, dans le département du Suchipequez (Sud-Ouest) où elle a également occupé 6 plantations de café.

AFFRONTEMENT DANS LE HUEHUETENANGO

Selon un communiqué (daté du 12 août) de l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP), elle a infligé 8 pertes aux troupes gouvernementales et capturé de l'armement au cours d'un combat livré le 6 août dans les environs du village Buena Vista, dans le département du Huehuetenango (Nord-Ouest du pays).

INFORMATION DE L'ARMEE

Un communiqué du 10 août émanant du bureau des Relations Publiques de l'armée nous apprend que 14 soldats (dont un sergent et 3 caporaux) sont morts au cours d'affrontements soutenus en différentes parties du pays, entre les 14 et 20 juillet.

DROITS DE L'HOMME

LE RAPPORTEUR SPECIAL DE L'ONU : LES ASSASSINATS CONTINUENT

"Les tueries et les assassinats dans la rue continuent au Guatemala, ce qui provoque la désapprobation de l'étranger", a déclaré le 14 août Lord Colville de Culross, rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, après une entrevue avec le général Mejia Victores.

Colville de Culross présentera à la fin de l'année un rapport sur la situation au Guatemala, devant l'assemblée générale de l'ONU. L'ONU, lors de ses deux précédentes sessions, a vivement reproché aux régimes guatémaltèques la persistance des violations des droits de l'homme.

INTERVENTION DE PERSONNALITES ALLEMANDES

Des personnalités de la République Fédérale d'Allemagne ont récemment demandé au régime guatémaltèque des éclaircissements sur le sort "des milliers de personnes portées disparues après leur détention ou leur enlèvement par les forces de l'ordre du gouvernement".

Le manifeste, rendu public le 10 août, est signé par le prix Nobel de littérature, Heinrich Böll, l'écrivain Ingeborg Staeck, l'éditeur René Böll, par des membres sociaux-démocrates et écologistes du Congrès ainsi que par d'autres personnalités.

Les signataires demandent au gouvernement allemand de suspendre toute assistance économique au Guatemala, tant que le plein respect des droits de l'homme n'est pas garanti.

64 ETUDIANTS ENLEVES

L'Association des Etudiants Universitaires (AEU) a dénoncé, le 12 août,

.../...

les enlèvements et la disparition de 64 étudiants depuis le début de l'année. Les dernières élections ont été utilisées comme "palliatif" et comme une "stratégie" afin de maintenir au pouvoir la "dictature militaire".

DES SYNDICALISTES EXIGENT L'ARRET DE LA REPRESSION

La Fédération Syndicale du Guatemala (FSG) a exigé le 13 août l'arrêt de la répression envers les travailleurs et des licenciements massifs. La FSG affirme représenter près de 160.000 travailleurs.

Les dirigeants de la FSG ont manifesté leur préoccupation sur le sort des ouvriers et paysans syndiqués, enlevés et portés disparus. Les démarches effectuées auprès du gouvernement à ce sujet n'ont donné aucun résultat.

L'organisation syndicale a également dénoncé la persistance des assassinats de travailleurs. Elle souligne l'aggravation des conditions matérielles de vie de cette catégorie de la population et l'indifférence des autorités qui permettent au patronat de violer la législation du travail et les mesures de protection sociale.

SITUATION SOCIALE

CORRUPTION ET TRAFFIC DE DROGUE

Un colonel de l'armée, plusieurs policiers et des fonctionnaires de centres pénitentiaires sont mêlés au trafic de la drogue, ont dénoncé le 9 août des détenus de la prison de Pavon.

Selon le détenu Victor Hugo Rossi Galvan, le colonel Oscar Recinos Portillo possède une plantation de marijuana dans une propriété agricole du département de Zacapa (Est du pays), et approvisionne le centre pénitentiaire grâce à la complicité des fonctionnaires, au vu et au su de la police.

LES TRAVAILLEURS DE COCA-COLA EN SITUATION PRECAIRE

Les dirigeants syndicaux de l'entreprise Coca-cola ont commenté le 9 août les difficultés économiques que connaît actuellement cette entreprise. Il n'y a pas de perspectives d'amélioration de la situation.

Les travailleurs de Coca-Cola sont en conflit avec la direction depuis le mois de février, date à laquelle l'entreprise a décidé une suspension de ses activités, alléguant une faillite.

Le 7 août, le ministre du Travail et des Affaires Sociales a déclaré que le cas était "complètement résolu".

Selon les syndicats, un travailleur est mort récemment, pour ne pas avoir été accueilli dans un hôpital où on lui demandait un certificat de travail. Le fils d'un travailleur est mort également, victime de la sous-alimentation.